

Jositsch Daniel (S, ZH): Der Vorstoss, der sich mit der Kontrolle des Imports von Zierfischen befasst, hat einige Heiterkeit ausgelöst, zum Teil auch in den Medien. Allerdings verkennen die Leute, die sich darüber lustig gemacht haben, dass ich Vorstösse zu Zierfischen einreiche, die Bedeutung von Zierfischen in einem der wichtigsten Ökosysteme der Welt, nämlich den Korallenriffen. Korallenriffe sind eigentliche Biodiversitäts-Hotspots und werden deshalb auch als die Regenwälder der Meere bezeichnet. Sie sind Lebensraum für 4000 Fischarten, also für einen Drittel aller bekannten Fischarten.

Korallenriffe sind heute weltweit hoch bedroht. Fast ein Drittel der Korallenriffe wurde bereits zerstört. Vorab sind die Klimaerwärmung und die Übersäuerung der Meere schuld am Korallensterben, hinzu kommen Verschmutzungen.

Ein weiteres Problem, das bis heute zu wenig beachtet worden ist, ist der Handel mit Meerestieren und Meeresorganismen durch die Aquarienindustrie. Meerwasseraquarien boomen. Sie sind vorwiegend in Europa, Nordamerika und Japan sehr beliebt. Entsprechend gross ist die Nachfrage nach Korallenfischen. Eine Uno-Studie aus dem Jahr 2003 belegt tatsächlich, dass rund 24 Millionen Korallenfische jährlich verkauft werden. Der Handel führt dazu, dass einzelne Arten sich am Rand der Ausrottung befinden. Bis heute wird die Aquarienindustrie kaum kontrolliert. Der Import von marinen Zierfischen benötigt keine Bewilligung.

Zum Schutz der Tiere und ihrer Lebensräume ist es deshalb unumgänglich, dass der Import von und der Handel mit Zierfischen in der Schweiz und europaweit besser überwacht und kontrolliert werden. Mit meinem Postulat möchte ich den Bundesrat auffordern, zu prüfen und Bericht darüber zu erstatten, ob der Import von marinen Zierfischen detaillierter erfasst werden sollte und ob gleichzeitig bei der Europäischen Union eine entsprechende Ergänzung der Datenbank des Trade Control and Expert System (Traces) eingefordert werden sollte.

In diesem Sinne würde ich mich freuen, wenn Sie dieses Postulat annehmen. Ich danke den Anwesenden, dass sie noch ausgeharrt haben.

Berset Alain, conseiller fédéral: Si personne d'autre ne souhaite s'exprimer, je dis volontiers quelques mots à propos du postulat Jositsch. Que peut-on faire en réalité sur le plan suisse au sujet de cette problématique? Vous avez beaucoup parlé du plan international et c'est naturellement la préoccupation majeure. Mais nous devons nous demander ce que l'on peut faire pour la Suisse.

Il faut peut-être rappeler d'abord qu'effectivement le commerce des poissons d'ornement n'est que très peu réglementé en Suisse. En réalité, on manque de données suffisantes à ce sujet pour se faire une idée de la situation. Je crois que le constat que vous faites dans ce cadre est tout à fait juste.

Il faut aussi rappeler que le commerce de poissons d'ornement ne bénéficie pas d'une protection particulière. Il n'y a, par exemple, pas besoin de permis d'importation, sauf s'il s'agit d'une espèce protégée par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Toutefois, seul un petit nombre de poissons est protégé dans ce cadre. Or, vous l'avez dit, ce commerce est aujourd'hui en plein développement. Alors, des questions se posent. Est-ce durable? Est-ce préjudiciable au récif corallien, comme vous le supposez? Aujourd'hui, on manque de véritables données pour permettre une réflexion à ce sujet.

Sur le plan européen, il y a un contrôle qui est effectué par le système informatique Traces qui recense tous les mouvements transfrontaliers d'animaux au sein de l'Union européenne et entre les pays qui utilisent le système; il s'agit de plus de 80 pays, dont la Suisse. Mais ce système ne recollecte que relativement peu de données et les informations qui sont recueillies actuellement ne concernent que le pays de provenance, la quantité et l'espèce, alors qu'il serait utile de disposer d'informations complémentaires pour avoir une vue d'ensemble du commerce, comme, par exemple, le vo-

lume de pêche à un endroit donné ou les méthodes utilisées pour pêcher ces poissons.

Que pourrait-on viser dans ce cadre? On pourrait viser une amélioration du système Traces pour obtenir ces informations. Je peux déjà vous dire que, conscient de ce problème, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires a pris contact avec l'Union européenne pour tenter d'obtenir un développement positif dans ce sens. Sans trahir aucun secret, je crois pouvoir dire aussi que nous avons l'oreille de quelqu'un du côté européen, un certain intérêt à voir les réflexions que nous développons.

Pour conclure, un rapport nous paraît aujourd'hui nécessaire pour récolter des données qui permettront d'évaluer s'il convient de mieux réglementer le commerce de poissons d'ornement afin de garantir une pêche durable, d'estimer l'impact de ce commerce sur la santé des récifs coralliens ainsi que toute la question de l'usage de cette banque de données Traces, dont je viens de vous parler.

Par cette argumentation, le Conseil fédéral se déclare disposé à étudier cette question de plus près et à vous faire part de ses conclusions dans le cadre d'un rapport.

Je vous invite donc à accepter le postulat.

Angenommen – Adopté

16.3733

Postulat Ettlin Erich. Keine neue Soft-Regulierung durch die Oberaufsichtskommission Berufliche Vorsorge

Postulat Ettlin Erich. Il n'appartient pas à la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle d'imposer de nouvelles règles

Ständerat/Conseil des Etats 06.12.16

Präsident (Bischofberger Ivo, Präsident): Der Bundesrat beantragt, das Postulat anzunehmen.

Ettlin Erich (C, OW): Auch von meiner Seite danke ich denjenigen, die ausharren, um sich meines Anliegens anzunehmen. Mein Anliegen war und ist, dass nicht von mehreren Behörden reguliert wird und vor allem nicht marktbeeinflussend Weisungen unter dem Radar des Gesetzgebers und der obersten Exekutive erlassen werden, also sogenanntes Soft Law. Konkret ist die Oberaufsichtskommission Berufliche Vorsorge (OAK BV) angesprochen. Die OAK BV erliess und erlässt Weisungen, die zu weit gehen und/oder ergänzend zu Weisungen von anderen Behörden gemacht werden, zum Beispiel – im von mir erwähnten Fall – ergänzend zur Revisionsaufsichtsbehörde, die die Revisionsstellen der beruflichen Vorsorge ebenfalls reguliert. Hier treffen dann auf die gleichen Marktteilnehmer zwei Weisungen. Die Weisungen gehen auch insofern zu weit, als mit ihnen einzelne Anbieter, nämlich Revisionsstellen, aus dem Markt gekippt würden. Zudem erhöht diese mehrseitige Einflussnahme den administrativen Aufwand und führt zu Unsicherheiten – ohne Mehrwert. Aber auch in anderen Bereichen wird die Tätigkeit der OAK BV kritisch betrachtet; es liegt ja auch eine entsprechende parlamentarische Initiative vor, nämlich die parlamentarische Initiative Kuprecht 16.439.

Ich danke aber dem Bundesrat für die Aufnahme des Anliegens und danke für die Prüfung. Der Bundesrat beantragt

ja die Annahme meines Postulates und wird dieses entsprechend prüfen und dem Anliegen nachgehen. Insofern bin ich gespannt auf die Rückmeldung des Bundesrates.

Berset Alain, conseiller fédéral: Ce que vous demandez, Monsieur Ettlin, par voie de postulat, c'est d'examiner s'il y a lieu d'empêcher la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle d'imposer des exigences aux organes de révision. Comme vous le savez, cette commission est active depuis le début de 2012. Nous avons un certain recul pour évaluer son activité. Son rôle est de chapeauter les autorités de surveillance. Sa principale tâche est de garantir une pratique de surveillance qui soit coordonnée et aussi homogène ou uniforme que possible. Dans ce cadre, la commission a la possibilité d'édicter des directives, notamment à l'intention des autorités de surveillance, des organes de révision et des experts en matière de prévoyance professionnelle.

Cela dit, depuis le début de son activité en 2012, la capacité et la compétence de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle d'édiction de directives ont donné lieu à toute une série de discussions. Ce n'est pas une question nouvelle. Je rappelle que, dans ce cadre, elle exerce son mandat de manière indépendante et qu'elle n'est pas soumise à des directives du Conseil fédéral. Celui-ci n'a pas la compétence de limiter les tâches de la commission. Si la discussion devait aller jusque-là, il faudrait alors prévoir une révision partielle et pertinente de la loi.

La Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle est indépendante, mais les personnes et les institutions qui sont concernées, notamment par les directives édictées, ont la possibilité de déposer des recours contre les conséquences juridiques d'une directive de la commission. Je pense, par exemple, au refus d'accorder un agrément en qualité d'organe de révision. Le Conseil fédéral est d'avis qu'une multiplication des voies de recours – ce qu'on voit aujourd'hui – ne contribue pas à maintenir la confiance et ne contribue pas à garantir la sécurité du droit dans la prévoyance professionnelle. Si nous connaissons aujourd'hui cette situation, que nous estimons n'être pas absolument satisfaisante, il nous paraît préférable de clarifier l'étendue de la compétence d'édiction de directives de la part de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle et de mener une discussion sur le fond, en ce qui concerne en particulier l'agrément de l'activité de révision.

Nous sommes disposés à accepter le postulat de manière à clarifier cette question et à permettre la tenue d'un débat qui soit aussi ouvert et serein que possible sur cette question qui nous occupe et qui occupe les milieux politiques depuis l'entrée en fonction de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle.

Graber Konrad (C, LU): Ich möchte die Diskussion nicht verlängern und auch nicht nach dem Bundesrat sprechen. Der Bundesrat hat jetzt vor allem auf die Gesetzesbestimmung hingewiesen, und Herr Ettlin hat auf Soft Law hingewiesen. Ich meine, die Oberaufsicht über die Oberaufsichtskommission hat eigentlich die Geschäftsprüfungskommission. Wir haben jetzt drei Fälle: Wir haben den Diskussionspunkt von Herrn Ettlin, wir haben einen Vorstoss von Herrn Kuprecht, und wir haben im Rahmen der Altersvorsorge 2020 auch eine Differenz, bei der es um die Oberaufsichtskommission geht. Ich würde es sehr begrüßen, wenn die Geschäftsprüfungskommission sich hier mit diesem Thema, was Soft Law angeht, einmal auseinandersetzen könnte. Das Gesetzgebende sehe ich auch so, wie es der Bundesrat dargelegt hat. Aber es geht, glaube ich, in all diesen drei Fällen darum, dass die Oberaufsichtskommission sich in diesen Fragen eine Kompetenz gibt, die auch aus meiner Sicht sehr weit geht. Ich würde es sehr begrüßen, wenn sich die Geschäftsprüfungskommission im Rahmen ihrer normalen Arbeit hier einmal vertieft mit dieser Frage auseinandersetzen könnte.

Berset Alain, conseiller fédéral: La question qu'on pourrait se poser, sans vouloir mener une discussion de commission, est de savoir ce que signifie "soft law" dans un tel cadre.

L'indépendance de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle a été souhaitée par le législateur, et elle est valable. Il nous semble qu'effectivement il faut se poser cette question, réfléchir à la situation, voir s'il y a lieu de modifier le cadre légal.

Dans son postulat, Monsieur Ettlin demande d'"examiner s'il y a lieu d'ordonner à la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle de n'édicter aucune directive imposant de nouvelles exigences à l'organe de révision". Je ne sais donc pas ce que vous entendez par "soft law". On peut aborder cette question, mais il nous paraît nécessaire de la clarifier tout d'abord dans le cadre d'un postulat et de voir ensuite s'il est nécessaire d'agir et où cela peut être fait.

Angenommen – Adopté

11.449

Parlamentarische Initiative Joder Rudolf. Publikation von Erwachsenenschutzmassnahmen

Initiative parlementaire Joder Rudolf. Publication des mesures de protection des adultes

Zweitrat – Deuxième Conseil

Nationalrat/Conseil national 20.03.15 (Frist – Délai)

Nationalrat/Conseil national 13.09.16 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 06.12.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 16.12.16 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 16.12.16 (Schlussabstimmung – Vote final)

Abate Fabio (RL, TI), für die Kommission: Am 16. Juni 2011 hat Nationalrat Joder eine parlamentarische Initiative eingereicht mit dem Ziel, das ZGB zu ändern, um die Erwachsenenschutzbehörde zu verpflichten, das Betreibungsamt am Wohnsitz der betroffenen Person über die Ergreifung oder Aufhebung einer Massnahme des Erwachsenenschutzrechts zu informieren. Diese Information über die Massnahme sollte im Betreibungsregister eingetragen und vom Betreibungsamt Dritten bei der Einholung eines Betreibungsauszugs weitergegeben werden.

Seit Inkrafttreten des neuen Erwachsenenschutzrechts am 1. Januar 2013 werden die Schutzmassnahmen, welche die Handlungsfähigkeit der betroffenen Personen einschränken, nicht mehr in den kantonalen Amtsblättern veröffentlicht. Der Zugang zu einer Information setzt die Glaubhaftmachung eines Interesses voraus. Leider ist das geltende Recht übermässig restriktiv, da Drittpersonen keinen Zugang zu den für einen Vertragsabschluss relevanten Angaben über die Handlungsfähigkeit einer Person haben. Rechtsgeschäfte, die durch eine handlungsunfähige Person abgeschlossen werden, sind uneingeschränkt nichtig, und auch der gute Glaube der einen Vertragsseite in die Handlungsfähigkeit ihrer Vertragspartnerin wird nicht geschützt. Die Gefahr, dass ungültige Verträge abgeschlossen werden, ist mit dem geltenden Recht höher, weil die Glaubhaftmachung eines Interesses bei der zuständigen Kesb mit administrativem Aufwand, Zeitverlust und auch Gebühren verbunden ist. In der Praxis verzichtet man in der Regel auf eine solche Anfrage. Nach dem Folgegeben in der ersten Phase durch die Kommissionen beider Kammern hat unsere Schwesterkommission einen Vorentwurf verfasst. Es geht insbesondere um die Mitteilung an das Betreibungsamt über das Bestehen einer Massnahme, sodass sie auch für Dritte ersichtlich ist. Nach